

Nouveautés de la doc n°142

21 décembre 2010

Sandrine Roussel : centredoc@cariflr.fr
<http://centre-ressources.cariflr.fr/>

<u>ALTERNANCES</u>	2
<u>COMPETENCES</u>	2
<u>ECONOMIE REGIONALE</u>	3
<u>ENTREPRISES (CREATION)</u>	4
<u>FORMATION ET ENTREPRISES</u>	4
<u>FORMATION (FINANCEMENT PRDF)</u>	5
<u>FORMATION INITIALE</u>	5
<u>FORMATION (MARCHE)</u>	5
<u>FORMATION (METIER)</u>	6
<u>FOAD</u>	7
<u>FORMATION PROFESSIONNELLE</u>	7
<u>FORMATION (PUBLICS)</u>	7
<u>FORMATION (SECTEUR)</u>	8
<u>RSA</u>	9
<u>TIC</u>	10
<u>TRAVAIL (CONDITIONS)</u>	10
<u>VAE</u>	11

ALTERNANCES

Ruptures des contrats en alternance : des causes récurrentes

EFIGIP, Le point sur, Décembre 2010, n° 59, 6 p.

La lutte contre le décrochage scolaire et l'insertion des jeunes sont au cœur des débats politiques actuels. L'alternance est une voie de formation dont les résultats positifs en termes d'insertion des jeunes sont reconnus notamment par l'apprentissage.

Contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation n'échappent cependant pas aux ruptures en cours de contrat qu'elles soient à l'initiative du jeune ou de l'employeur.

Une analyse d'une sélection de travaux nationaux et régionaux sur le sujet permet d'identifier les principales causes de ruptures. Ces dernières apparaissent comme récurrentes au fil du temps et certaines préconisations pourraient permettre d'en diminuer le nombre.

A télécharger :

http://www.efigip.org/actualites/912-ruptures-des-contrats-en-alternance-contrats-d-apprentissage-et-de-professionnalisation-jeunes.html?idp=126&newsfc_page=1

Les formations par apprentissage : un outil au service d'une démocratisation de l'enseignement supérieur ?

KERGOAT Prisca, Céreq, Net.doc, Décembre 2010, n°75, 27 p.

L'apprentissage est-il un outil au service de la démocratisation de l'enseignement supérieur ? En d'autres termes, la création d'une « filière » apprentissage (du CAP au diplôme d'ingénieur) permet-elle aux jeunes les plus défavorisés de s'élever au sein de la hiérarchie des diplômes ? L'extension apprentissage de l'enquête Génération 2004 du Céreq fournit des éléments de réponse grâce aux données recueillies sur les caractéristiques sociales du public apprenti dans l'enseignement supérieur. Elles peuvent être comparées d'une part à celles des apprentis se préparant à des emplois d'employés ou d'ouvriers et, d'autre part, à celles des étudiants préparant des spécialités de formation identiques. (Céreq)

<http://www.cereq.fr/pdf/Net-doc-75.pdf>

COMPETENCES

Regards croisés sur la notion de compétence professionnelle.

Interventions et contributions Colloque du 4 mai 2010

Observatoire des métiers de la banque, 2010, 44 p.

L'Observatoire des métiers de la banque a eu l'idée de réunir dans un colloque théoriciens, praticiens, et... "pratico-théoriciens" pour traiter la question des compétences professionnelles.

Le colloque s'est tenu le 04 mai 2010. Le recueil nommé "Regards croisés sur la notion de compétence professionnelle" rassemble les synthèses des différentes interventions.

Au sommaire : Préface (Henry Cheynel)

La notion de compétence professionnelle : état de la recherche et perspectives (Damien Brochier)

La notion de compétence : une recherche, une pratique (Gérard Devillers)

À propos de « compétence, performance, métier et qualité... » (Norbert Girard)

La notion de compétence professionnelle : applications concrètes à l'APEC (Pierre Lamblin)

La notion de compétence et les référentiels associés : la démarche du CFPB (Alain Simon)

Contribution au colloque : Pratique de la gestion par les compétences (Gérard Lelarge)

<http://www.observatoire-metiers-banque.fr/mediaServe/Obs-brochure+comp%C3%A9tences.pdf?ixh=1555446209055817844>

ECONOMIE REGIONALE

Les chiffres clés Languedoc Roussillon. Edition 2010

DIRECCTE LR, Décembre 2010, 49 p.

Premier numéro réalisé sous l'égide de la DIRECCTE, qui vise à alimenter le débat économique et social par un recueil d'informations synthétiques, simples et lisibles mobilisant les données les plus récentes, dans un contexte économique qui, plus que jamais, requiert une observation objective et éclairante. Le lecteur y trouvera des données relatives à l'ensemble des domaines d'intervention de la DIRECCTE, au niveau régional et départemental. Destiné à alimenter le besoin de connaissances des responsables institutionnels, cet ouvrage, réalisé par le service Etudes Statistiques Evaluation de la DIRECCTE, s'adresse aussi à un public plus large, soucieux de mieux comprendre le Languedoc-Roussillon. (Edito)

http://www.sdtelg-languedocroussillon.travail.gouv.fr/Upload/Chiffres-cles10_1412.pdf

Evolution trimestrielle de l'emploi. Languedoc-Roussillon - 3ème trimestre 2010

Observatoire statistique de Pole Emploi Languedoc Roussillon, Décembre 2010, 1 p.

Estimation - Ensemble des établissements - données CVS

L'emploi régional progresse de 0,5 % entre juin et septembre 2010, soit + 2 400 emplois

Après + 0,5 % au premier trimestre et + 0,8 % au deuxième, l'emploi progresse de 0,5 % au troisième trimestre en Languedoc-Roussillon. Cette évolution représente + 2 400 emplois. L'industrie enregistre un résultat positif (+ 0,3 % soit 170 emplois de plus) et la construction augmente ses effectifs pour le deuxième trimestre consécutif (+ 0,9 % soit un gain de 530 emplois). Le tertiaire affiche une hausse sur le trimestre de + 0,5 % qui représente + 1 860 emplois dont 200 emplois supplémentaires pour l'intérim (+ 1,3 %).

<http://www.stats-emploi-lr.fr/IMG/pdf/Info-cle-3eme-trimestre-2010.pdf>

Sète. Quasi stabilité de l'emploi salarié en 2009

Repères et analyses : http://www.stats-emploi-lr.fr/IMG/pdf/Analyses_PE-2010_Sete.pdf

Chiffres clés : <http://www.stats-emploi-lr.fr/IMG/pdf/emploi-2009-34-sete.pdf>

Nîmes. Recul de l'emploi en 2009

En 2009, l'emploi baisse sur le bassin de Nîmes : - 1,1 % soit 810 emplois de moins.

L'industrie (- 4,4 %), la construction (- 3,6 %) et le commerce (- 2,4 %) sont touchés. Seul, les services restent dynamiques et créent 350 emplois (+ 0,9 %). L'évolution de l'emploi est défavorable aux hommes comme aux femmes : - 1,1 % et - 1 %.

Avec 74 150 salariés recensés fin 2009, le bassin Nîmois concentre 56 % des emplois du Gard et 14 % des emplois de la région. Le bassin est orienté vers les services mais de façon moins marquée que sur l'ensemble de la région avec une proportion d'emplois recensés dans l'industrie et le commerce supérieure à la moyenne régionale. La part des femmes est identique à la moyenne régionale (47 %). Un quart des salariés travaille dans une entreprise de 100 salariés et plus (22 % en région) et un tiers dans un établissement de moins de 10 salariés. La commune de Nîmes concentre 53 % des établissements du bassin et 61 % des effectifs.

<http://www.stats-emploi-lr.fr/IMG/pdf/emploi-2009-30-nimes.pdf>

Béziers. Recul de l'emploi en 2009

En 2009, l'emploi recule sur le bassin de Béziers : - 0,7%, soit 340 emplois de moins.

A télécharger : <http://www.stats-emploi-lr.fr/>

ENTREPRISES (CREATION)

Les seniors et la création d'entreprises

Institut CSA, APCE, Décembre 2010, 11 p.

Les modifications du régime des retraites vont certainement amener les Français à considérer autrement leur fin de carrière professionnelle. Dans ce contexte, l'APCE a commandé un sondage à CSA pour voir si la population française envisage la retraite comme un tremplin vers l'entrepreneuriat.

Aux yeux des Français, créer une entreprise en prévision de sa fin de carrière ou de sa retraite est une bonne idée, car elle constitue une opportunité professionnelle et personnelle : la moitié d'entre eux sont prêts à encourager un senior de leur entourage qui créerait une entreprise. De plus, 17 % des seniors envisagent de créer leur propre entreprise en vue de leur fin de carrière ou de leur accès à la retraite.

L'âge n'est pas ressenti comme un inconvénient. Bien au contraire, il est une force et les seniors sont considérés comme ayant de nombreux atouts qu'ils peuvent mettre au service de leur projet.
<http://www.apce.com/cid111673/les-seniors-et-la-creation-d-entreprises.html?pid=251>

Etude sur les entrepreneurs dans les quartiers sensibles

Opinionway, A dive, Novembre 2010, 30 p.

Cette enquête nationale porte sur les entrepreneurs localisés en Zones urbaines sensibles, qui constituent un public atypique dans le tissu économique français. En effet, ces territoires connaissent un taux de création d'entreprises deux fois supérieur à la moyenne nationale. Cependant les entrepreneurs qui y sont installés connaissent des difficultés de pérennisation de leur activité (-30% à 5 ans), ce qui a des conséquences sur le taux de création d'emploi dans ses territoires comparé à la moyenne nationale (-1/3 d'emplois créés sur les 5 premières années).

L'objectif de cette enquête est donc de mieux connaître le profil de ces entrepreneurs, les difficultés qu'ils rencontrent, d'envisager les solutions à apporter et plus généralement de servir de base de suivi et de réflexion sur leurs situations.

http://www.adive.fr/blog/wp-content/uploads/2010/11/Etude-sur-les-entrepreneurs-des-quartiers-sensibles-Adive_LanouvellePME_OpinionWay-Version-longue.pdf

FORMATION ET ENTREPRISES

Perspectives 2011 - 1er semestre Emploi et formation dans les TPE-PME.

Cahier spécial : OPCA et réformes de la formation

Ipsos, AGEFOS PME, Décembre 2010, 32 p.

19e édition de son baromètre Perspectives sur l'emploi et la formation dans les TPE-PME, en collaboration avec Ipsos. L'étude analyse les prévisions d'un échantillon représentatif de 500 TPE-PME en termes d'activité, d'emploi et de formation professionnelle. Elle est complétée par un cahier spécial qui traite des réformes de la formation professionnelle de 2004 et 2009 et des relations des TPE-PME avec leur OPCA.

Au sommaire Partie 1 : L'activité et l'emploi dans les TPE-PME - Partie 2 : Les pratiques de formation dans les TPE-PME - Partie 3 : Cahier spécial Place de la formation dans la reprise - Notoriété et impacts des réformes de la formation - Branches et politiques Emploi-Formation - Perception et rôle de l'OPCA.

http://www.agefos-pme.com/fileadmin/user_upload/20-Partage/100-Actualite/pdf/Perspectives_2011_1er_semestre_AGEFOS_PME.pdf

FORMATION (FINANCEMENT PRDF)

Tableaux financiers des plans régionaux de développement des formations (PRDF) données 2008 pour 19 régions

CNFPTLV, Décembre 2010

En 2008, les dépenses de formation des régions ont augmenté de 3,6% en moyenne. C'est ce que précisent les tableaux financiers des plans régionaux de développement des formations (PRDF) réalisés par le CNFPTLV, qui ont été présentés le 8 décembre en séance plénière. Ce document fait le point sur les dépenses de formation professionnelle et continue de 19 régions, l'Aquitaine, Paca et le Limousin ne faisant pas partie du panel.

<http://www.calameo.com/read/000008672b06b07c2e493>

<http://www.centre-inffo.fr/Tableaux-financiers-des-plans.html>

FORMATION INITIALE

La France dans PISA 2009

OCDE, Décembre 2010, 15 p.

Luc Chatel a présenté à la presse le mardi 7 décembre 2010 les résultats de la dernière enquête Pisa - Programme international pour le suivi des acquis des élèves - réalisée par l'OCDE. Le ministre a analysé les résultats de la France pour l'année 2009.

L'enquête : http://media.education.gouv.fr/file/12_decembre/95/0/Resultats_PISA_2009_161950.pdf

Le dossier de presse et vidéo :

<http://www.education.gouv.fr/cid54147/la-france-dans-pisa-2009.html>

FORMATION (MARCHE)

Les 6 grandes tendances 2010/2011 du secteur de la formation professionnelle

AFPA, Novembre 2010

Le secteur de la formation professionnelle est en passe de devenir un marché : les acheteurs sont en train de professionnaliser leurs pratiques et surtout, exigent un retour sur investissement clairement identifiable. Le retour dans un emploi durable, le maintien et le développement des compétences sont les trois grandes attentes des acheteurs de formation professionnelle qu'ils soient privés ou publics. Enfin, nous constatons aussi qu'il y a de moins en moins d'acteurs de la formation qui vont sur les bas niveaux de qualification et l'offre se réduit », déclare Philippe CAÏLA, Directeur général de l'AFPA.

Les 6 tendances clefs

1/ Un double mouvement chez les acheteurs : une rigueur budgétaire des acheteurs publics et une rationalisation des dépenses de formation dans les entreprises.

2/ Une professionnalisation des acheteurs de formation avec des exigences accrues en termes de qualité et une culture de résultats qui s'affirme.

3/ La prise en compte du tissu économique des entreprises par les acteurs publics territoriaux se traduit dans l'élaboration de leur politique de développement local, et par une écoute nouvelle des besoins de ces entreprises perçues désormais comme principaux vecteurs du traitement social du chômage.

4/ Un concept en émergence : une montée en puissance de la responsabilité de l'employeur face à l'employabilité et aux compétences de ses salariés. Les enjeux RH se précisent au sein des PME/PMI.

5/ Une généralisation des appels d'offre entraîne des alliances opportunistes et quelquefois structurelles. Peu de nouveaux entrants sur le secteur mais une présence marquée des entreprises de travail temporaire.

6/ La place relative de l'AFPA se renforce sur la formation des premiers niveaux de qualification.
http://www.afpa.fr/no_cache/accueil-afpa/l-afpa/espace-presse/details-archive/article/les-6-grandes-tendances-2010-2011-du-secteur-de-la-formation-professionnelle.html

FORMATION (METIER)

Etude qualitative et quantitative relative aux métiers et à leurs évolutions Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche des organismes de formation privés

L'étude qualitative et quantitative portant sur les métiers de la formation et leurs évolutions fait suite à la décision de la CPNE de créer un observatoire Prospectif des Métiers et des Qualifications (OPMQ) à compétence nationale au sein de la branche professionnelle. Confiee conjointement au cabinet Interface et à Centre INFFO, elle a été réalisée entre décembre 2008 et janvier 2010 sous la direction du comité de pilotage de l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications représenté par l'ensemble des partenaires sociaux de la branche.

Trois objectifs de l'étude :

1. Fournir une représentation actualisée de la branche dans son environnement en situant :

- le poids et le positionnement de la branche sur le marché de la formation professionnelle continue

- le profil et les caractéristiques de l'activité des organismes de la branche

- les caractéristiques des ressources humaines de la branche et du marché de l'emploi

2. Fournir une cartographie des métiers de la branche et de leurs évolutions en identifiant :

- la structure des familles professionnelles de la branche et des activités qui les composent

- les principaux facteurs d'évolution du secteur à 5 ans et leurs impacts sur les activités et les métiers des organismes de formation de la branche

3. Fournir à l'Observatoire un cadre méthodologique facilitateur pour la mise en place :

- d'une base de données cadre propre à l'Observatoire

- d'un outil de veille des évolutions de la branche

Le rapport est structuré en deux parties :

1- Première partie : Portrait socio-économique de la branche

2- Deuxième partie : Les familles professionnelles et leurs évolutions

http://www.ffp.org/ressources/Rapport_final_ETUDE_mars10.pdf

FFP Actu n° 34 : Le formateur dans tous ses états

Décembre 2010, 4 p.

Au sommaire de ce numéro : Edito de Jean Wemaëre : Le formateur dans tous ses états - Interview Nadine Gagnier : « Le CQP de formateur consultant : une vraie valeur ajoutée » - Etude de l'Observatoire des Métiers : Les facteurs d'évolution de la branche - Interview Jacques Bahry : « Aujourd'hui, le métier s'étend bien au-delà de l'acte pédagogique » - Brèves.

A télécharger : <http://www.ffp.org/>

Les nouvelles compétences du responsable formation (2)

BOURDAT Mathilde, Blog de la formation professionnelle, Décembre 2010

« Dans un billet précédent, j'évoquais les (nombreuses) compétences techniques que le responsable formation doit développer pour être contributeur au développement du « capital connaissances et savoir faire » de son organisation. Je propose aujourd'hui d'explorer les trois autres axes de son métier : stratégique, relationnel, et parcours. »

<http://www.formation-professionnelle.fr/2010/12/11/les-nouvelles-competences-du-responsable-formation-2/>

FOAD

Journées du FFFOD : le tutorat à distance

FFFOD, Novembre 2010

Vidéos des interventions : Les états du tutorat à distance »Jacques Rodet, Consultant FOAD « Analyses de pratiques : Tutorat de masse au CNED » Françoise Desmaison et Corinne Courtin-Chaudun, CNED - « Analyses de pratiques : Le tutorat artisanal au CFA » Olivier Fouquet et Olivier Kirsh, CFA du Sport de Bourgogne ? Intervention enregistrée le 21 octobre 2010 - « Analyses de pratiques : Le tutorat au CNAM » Yves Guillemaud, Directeur de la FOAD du CNAM Ile-de-France - « Analyses de pratiques : Les tutorats chez Demos » Sophie Massoulier, Responsable eLearning Services de Demos

Guide du e-tutorat : <http://www.pratiques-de-la-formation.fr/etutorat/>

<http://blogdetad.blogspot.com/2010/11/les-videos-de-la-journee-du-fffod-sur.html>

FORMATION PROFESSIONNELLE

La formation professionnelle « moderne » a 40 ans

Les partenaires sociaux au cœur de la FPC

<http://www.aftlv.com/2010/12/13/la-formation-professionnelle-moderne-a-40-ans/>

« Un petit film très optimiste pour remettre en perspective les choses de la formation » (AFTLV)

1970 - 2010 : 40 ans de paritarisme au service de la formation

Webographie du Centre Inffo

Au sommaire : 1. Eléments de repère - Accords nationaux interprofessionnels sur la formation : repères historiques 2. Enjeux du paritarisme - 3. Les niveaux de la négociation collective : bilan - 4. Les structures et instances : FPSPP - FUP - AGEFAL – COPACIF - CPNFP - CPNE - COPIRE - Les organismes collecteurs - Les fonds d'assurance formation : FAF - Les organismes de mutualisation agréés : OMA - Les organismes paritaires collecteurs agréés : OPCA - Les organismes paritaires agréés au titre du congé individuel de formation : OPACIF - Observatoire prospectif des métiers et des qualifications http://www.centre-inffo.fr/ANI_2010/

Numéro spécial : 40 ans de gestion paritaire de la formation

L'Inffo Formation, 1-15 décembre 2010, n° 779, 32 p.

Numéro consacré aux réformes successives de l'histoire de la formation professionnelle en France. Ce numéro propose de parcourir ces 40 années d'histoire sociale et de s'arrêter sur les étapes qui l'ont marquée. En effet, le dispositif de la formation professionnelle n'a pas cessé de s'adapter tout au long de ces décennies aux exigences de l'économie et des personnes. Au fur et à mesure, des dispositifs d'accès à la formation ont été créés, modifiés et parfois supprimés pour laisser place à de nouvelles initiatives. Ce dossier donne également l'occasion de rappeler l'importance qu'occupe le dialogue social sur ce thème important de la formation, plus que jamais d'actualité. Enfin, les partenaires sociaux présentent leurs analyses de ces quatre décennies et annoncent leurs chantiers prioritaires pour demain. Se procurer le numéro : www.centre-inffo.fr

FORMATION (PUBLICS)

Former les seniors, un objectif à reformuler

FOURNIER Christine, Bref Céreq, Octobre 2010, n° 278, 4 p.

Former les seniors pour les maintenir en emploi ? L'idée fait florès. Toutefois, concentrer les efforts sur la catégorie des «seniors» n'est pas nécessairement la panacée. En effet, l'âge ne fait

qu'accentuer un rapport à la formation essentiellement lié au niveau de qualification. L'amélioration de l'accès à la formation doit s'opérer d'autant plus tôt que les salariés sont peu qualifiés. La frontière des 50 ans, voire celle des 45, s'avère beaucoup trop tardive pour bon nombre d'entre eux. Parmi les moyens visant à sécuriser les trajectoires professionnelles des individus, la formation vient en bonne place. Pour que son impact ne reste pas un voeu pieux, il faudrait faire de la formation un véritable outil de promotion, de reconversion ou de maintien dans l'emploi. Cela suppose des modalités à la hauteur des enjeux invoqués, et ce tout au long de la vie, surtout pour les moins qualifiés qui peinent plus que les autres à rester dans la course. Qu'en est-il aujourd'hui des effets de l'âge sur l'accès à la formation et sur le type de formations suivies ? (Céreq)
<http://www.cereq.fr/pdf/b278.pdf>

Accompagnement et formation pendant les contrats aidés : le point de vue des employeurs

GRATADOUR Céline, REMY Véronique, Dares Analyses, Décembre 2010, n° 84, 14 p.

Fin 2007, les trois quarts des employeurs ayant recruté en contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat d'avenir, contrat initiative emploi ou contrat insertion-revenu minimum d'activité déclaraient que leur salarié avait suivi une formation au cours du contrat.

Dans deux tiers des cas, celle-ci visait uniquement l'adaptation au poste de travail. Seuls un quart des employeurs déclaraient avoir mis en œuvre des formations poursuivant aussi d'autres objectifs : aide à la construction du projet professionnel, préparation à un concours, remise à niveau, formation pré-qualifiante ou qualifiante...

Deux tiers des employeurs du secteur marchand et plus de 80 % des employeurs du secteur non marchand déclarent que leur salarié en contrat aidé a bénéficié d'un accompagnement. Celui-ci est presque exclusivement dispensé en interne dans le secteur marchand alors qu'il mobilise aussi un peu plus fréquemment des intervenants externes dans le secteur non marchand (environ 25 % des cas). L'accompagnement en interne va fréquemment au-delà de l'adaptation sur le poste de travail, notamment dans le secteur non marchand. (Dares)

<http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/2010-084.pdf>

FORMATION (SECTEUR)

Guide de la formation pour les SIAE

DGEFP, CNAR IAE, Caisse des dépôts, Décembre 2010, 22 p.

Le 2 décembre 2010 ont eu lieu, à Paris-Bercy, les premières Rencontres Nationales "Insertion par l'activité économique et formation : mobiliser pour l'emploi", organisées par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, avec l'appui de l'Avise, du CNAR IAE et du CNAIE.

Ces Rencontres nationales se proposaient de mobiliser les différents acteurs autour du rôle majeur de la formation professionnelle dans le secteur de l'IAE.

Trois tables rondes ont suivi sur les thèmes de la mobilisation, de la mutualisation et de l'innovation :- « Quelle mobilisation des dispositifs de formation par les acteurs de l'IAE »,

- « Quelles innovations dans le domaine de la formation ? »,

- « De l'importance de la synergie entre acteurs ».

Coédité par la DGEFP, et le CNAR-IAE, avec le soutien de la Caisse des Dépôts et la coordination de l'Avise, ce guide dresse le panorama de la formation professionnelle et vise à orienter les SIAE vers les ressources utiles. http://www.portail-iae.org/IMG/pdf/Guide_formation.pdf

RSA

Rsa. Quel impact sur la pauvreté et l'emploi ?

EFIGIP, Décembre 2010, 6 p.

Dans cette note, Efigip s'appuie sur des travaux de réflexion (rapport, enquête...) pour aborder la question de l'impact du Rsa en termes de lutte contre la pauvreté et d'amélioration du retour à l'emploi des bénéficiaires du Rsa sans emploi.

Un an après son lancement, différents éléments renseignent sur la montée en charge du dispositif et sur sa mise œuvre mais ne fournissent pas d'éléments d'appréciation de l'efficacité du Rsa sur la pauvreté et le retour à l'emploi. Un rapport intermédiaire du Comité d'évaluation du Rsa doit paraître prochainement dans lequel figureront les premières appréciations de l'efficacité du dispositif. <http://www.efigip.org/telecharger/publications/rsa-note-de-synthese.pdf>

Le nombre d'allocataires du Rsa au 30 septembre 2010

CAZAIN Sophie, SIGURET Isabelle, L'E-SSENTIEL, Décembre 2010, n° 105, 4 p.

Au 30 septembre 2010, le revenu de solidarité active (Rsa) est versé à près de 1,77 million de foyers par les caisses d'Allocations familiales (Caf), en France métropolitaine. Le nombre d'allocataires augmente ainsi d'environ 9 % en un an, mais à un rythme moins soutenu qu'entre juin 2009 et juin 2010. Ce ralentissement concerne aussi bien la composante Rsa socle que le Rsa activité seul.

L'évolution du nombre de bénéficiaires du Rsa socle est liée au contexte économique, comme celle des dispositifs du revenu minimum d'insertion (Rmi) et de l'allocation de parent isolé (Api). La forte dégradation de la conjoncture à partir de l'été 2008 entraîne ainsi une hausse continue du nombre d'allocataires du Rmi ou de l'Api, puis du Rsa socle, de près de 16 % entre décembre 2008 et juin 2010 en données corrigées des variations saisonnières (Cvs). Cependant, l'augmentation du nombre de bénéficiaires ralentit entre juin et septembre 2010 (+ 0,2 %).

Depuis la mise en place du Rsa, les flux d'entrées et de sorties du dispositif sont relativement élevés chaque trimestre. Le nombre d'entrées connaît toutefois un ralentissement, atteignant le niveau des sorties fin septembre 2010 (environ 220 000).

[http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/9cc191249a17190bc12577f4005b0cbe/\\$FILE/105%20ESSENTIEL%20-%20RSA.pdf](http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/9cc191249a17190bc12577f4005b0cbe/$FILE/105%20ESSENTIEL%20-%20RSA.pdf)

Du RMI au RSA : les inflexions de la solidarité et de la gouvernance des politiques d'insertion

EYDOUX Anne, TUCHSZIRER Carole, Centre d'études de l'emploi, Novembre 2010, 27 p.

L'article revient sur les réformes du revenu minimum d'insertion (RMI) pour éclairer l'évolution des modes de gouvernance de cette prestation depuis sa création en 1988 jusqu'à l'adoption du revenu de solidarité active (RSA) en 2008. Les questions touchant à la gouvernance du dispositif ont été au cœur des débats parlementaires qui ont accompagné l'adoption des différentes réformes, mais rares sont les travaux de recherche à les avoir relayées. Or, les transformations institutionnelles qui ont accompagné celles du RMI font apparaître un paradoxe dans l'évolution du couple gouvernance/insertion. Alors même que s'est affirmée depuis plus de vingt ans la priorité accordée à la dimension professionnelle de l'insertion, c'est au département que l'État a confié la gouvernance du RMI, échelon territorial ayant des compétences en matière d'action sociale mais non en matière d'emploi. La décentralisation du RMI a, de fait, obéi à un mouvement valorisant le territoire, mouvement que l'on retrouve dans plusieurs pays d'Europe. Sous couvert de rationalisation de la gouvernance des politiques d'insertion, de nouvelles formes de régulation de l'action publique se développent, qui font une place croissante aux partenariats locaux ainsi qu'au marché. <http://www.cee-recherche.fr/fr/doctrav/134-rmi-rsa-inflexions-solidarite-gouvernance-politiques-insertion.pdf>

TIC

La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française (2010)

BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, CREDOC, Décembre 2010, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », 231 p.

Rapport réalisé à la demande du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies, (Ministère de l'Economie, de l'industrie et de l'emploi) et de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

<http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/101210rap-credoc-cget-arcep.pdf>

Les outils de travail à distance (wiki, visioconférence, usages, expérimentations, évaluations...)

CRDP Basse Normandie, CNDP, 2010

Sélection thématique sur la possibilité offerte par les TICE de travailler de plus en plus à distance avec un apport pédagogique dans des domaines tels que le travail collaboratif, la gestion collective de projet, le tutorat ou la formation à distance. Leurs usages pédagogiques à travers des expérimentations françaises ou étrangères, des évaluations de pratiques et des recherches sur les outils suivants : les plates-forme de classes virtuelles et réunions en ligne, le travail collaboratif , le wiki, et la vidéoconférence/visioconférence.

<http://www.educasources.education.fr/selecthema.asp?ID=152314>

TRAVAIL (CONDITIONS)

20 ans de conditions de travail en Europe : premiers résultats à partir de la 5ème enquête européenne sur les conditions de travail

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, Novembre 2010, 8 p.
Examiner comment les conditions de travail ont, ou n'ont pas, changé au cours des 20 dernières années permet de comprendre le chemin parcouru dans la réalisation des objectifs européens. Cela peut aussi contribuer à mieux saisir comment les principaux facteurs de changements - globalisation, changements technologiques, développement d'organisations plus flexibles du travail, vieillissement démographique et augmentation du nombre de foyers bi-actifs - ont pu modifier la façon de travailler. Ces premiers résultats de la cinquième enquête européenne des conditions de travail (EWCS) fournissent une description des changements principaux en la matière au cours des 20 dernières années. <http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2010/74/fr/1/EF1074FR.pdf>

Quels indicateurs de la qualité de vie au travail ?

Travail et changement, Novembre-décembre 2010, n° 334, 16 p.

Le foisonnement des indicateurs mis en place dans les entreprises est un indéniable gage de bonne foi dans leur tentative d'aborder la qualité de vie au travail. Mais cette multitude est aussi révélatrice d'un manque de cohésion à l'échelle nationale. L'Anact s'est donc essayé à rendre plus utiles et incontournables ces indicateurs, regroupé en quatre grandes familles dessinant les contours d'un indice, le CSE...

http://www.anact.fr/images/web/catalogue/data/Travail_et_Changement_Novembre_Decembre_2010.pdf

VAE

La VAE en 2009 au ministère chargé de l'emploi : Les délais d'accès au titre restent stables

BEQUE Marilyne, Dares Analyses, Décembre 2010, n° 83, 6 p.

En 2009, 10 900 dossiers de candidatures à un titre professionnel du ministère chargé de l'emploi ont été jugés recevables à la validation des acquis de l'expérience, soit 2 % de plus qu'en 2008. Plus de 8 700 candidats se sont présentés à une épreuve de validation au cours de l'année, parmi lesquels 5 600 candidats ont validé un titre complet.

Les femmes et les demandeurs d'emploi restent majoritaires parmi les candidats (respectivement 61 % et 60 %) même si la part des hommes et des salariés progresse en 2009. Le titre d'assistante de vie aux familles reste le plus fréquemment présenté mais sa part continue de diminuer : moins d'un tiers des candidats présentés à une épreuve y postulent contre trois candidats sur cinq en 2004. Avec la mise en place d'une nouvelle procédure en 2006, les délais d'obtention des titres s'étaient considérablement réduits. Depuis 2007 ils se sont stabilisés : 42 % des candidats accompagnés au premier semestre 2009 ont obtenu leur titre dans les six mois qui ont suivi l'accompagnement. <http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/2010-083.pdf>